



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.cgteduc.fr

Réforme des retraites dans l'Éducation nationale. Des inquiétudes plus fortes que prévu. Une mobilisation à construire d'urgence.

Les organisations syndicales représentatives de l'Éducation nationale ont été reçues par JM Blanquer et JP Delevoye le mardi 8 octobre afin de lancer les discussions autour de la future réforme des retraites voulue par le président Macron.

La CGT Éduc'action s'y est rendue afin de connaître les axes de travail décrétés par le gouvernement sur cette question, la méthode de travail et le rythme de la concertation.

Au regard des échanges et du calendrier proposé, il est indéniable que le président de la République et le gouvernement souhaitent aller très vite. En effet, le projet de loi sera présenté en Conseil des ministres en janvier 2020 et la loi sera votée au début de l'été 2020.

Après cette première entrevue, il est indiscutable que le projet présenté est pire que celui initialement envisagé. Cette loi, si elle est adoptée et appliquée, représentera une immense régression sociale.

La CGT Éduc'action dénonce la mise à mort du système actuel qui abandonne l'idée de solidarité héritée de l'après-guerre. Elle dénonce un système qui individualise et précarise les futures pensions.

La CGT Éduc'action dénonce la transformation du mode de calcul des pensions des personnels de l'Éducation nationale. La future pension de l'agent ne dépendra plus du dernier grade qu'il-elle détiendra le jour de sa retraite. L'abandon du calcul sur les six derniers mois pour un calcul sur le salaire moyen de toute une carrière entraînera une perte mécanique de plusieurs centaines d'euros pour la plupart des agents. De plus, pour les personnels du MEN, la faiblesse des primes intégrées dans le calcul diminuera d'autant le montant de la pension.

Le président de la République, JM Blanquer et JP Delevoye reconnaissent facilement que le futur système sera pénalisant pour les personnels de l'Éducation nationale en raison notamment de la faiblesse de leurs salaires. Cependant, la CGT Éduc'action dénonce les pistes proposées par le gouvernement. Il serait en effet inacceptable que la seule solution soit la mise en place d'un nouveau système indemnitaire entraînant à une remise en cause profonde de nos conditions et temps de travail.

La CGT Éduc'action considère que ces annonces sont inacceptables. Elle estime urgente et indispensable la construction d'une mobilisation de nos collègues et une campagne d'information unitaire. C'est ce que la CGT portera dans toutes les réunions intersyndicales.

La mobilisation doit être à la hauteur des enjeux.

Montreuil, le 10 octobre 2019